



La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *L'Ame de Demain.*
 XXX..... *L'Organisation de l'École. L'Instituteur.*
 *Les Universités populaires.*
 G. D..... *Les Livres qui font penser.*



ABONNEMENTS :

France : Un an : 3 francs. — Six mois : 1 fr. 50
 Étranger : Un an : 4 francs.



Le Numéro : 0 fr. 25

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI^e Art.)

PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Le **Mouvement Éthique**, par ALFRED MOULET, 1 fr. 75 franco (à la *Coopération des Idées*). — Nous recommandons particulièrement cette étude documentée du mouvement éthique international.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'**avertissement**.

EAU DE MOLAS

NATURELLE, GAZEUSE, BICARBONATÉE, FERRUGINEUSE. LA PLUS LÉGÈRE A L'ESTOMAC, LA PLUS AGRÉABLE

La seule prescrite pour les maladies de l'Enfance

La Caisse de 25 bouteilles : 9 fr. 25

Écrire au gérant des **SOURCES DE MOLAS, LE BOULOU** (Pyrénées-Orientales)

Même domaine : VIEUX ROUSSILLON de coteaux : 70 fr. la barrique. — GRENACHE doré authentique, non viné, 16 degrés. en bouteilles 1 fr. 50 le litre. { logé, franco de port et de régie



La Coopération des idées

L'âme de demain ⁽¹⁾

Nous masquons le vide douloureux du présent par des regrets ou des espoirs. Ces expédients provisoires suppléent nos raisons de vivre. D'ailleurs, quand la réalité est incohérente, ils peuvent être des forces, s'ils déterminent notre action.

Mais la critique historique a dissipé en partie la douceur mélancolique de ce qui fut ; et, à éprouver cruellement tant d'ingénues espérances, nous devenons sceptiques.

Sur quoi et comment forger l'âme de demain ?

..

Demain, c'est l'infini, toutes les probabilités de la grâce, toutes les possibilités du vouloir. Le temps est la toute-puissance, par quoi l'homme peut tout. Mais

(1) *L'Âme de demain*, par Eugène Fournière, édition définitive (Bibliothèque Charpentier). — Un livre à lire. Le drame de l'heure présente y est exprimé avec force. Camille est une âme vivante, qui s'épouvante de nos incertitudes et de nos vertiges. J'aime moins Ferrals, personnage littéraire, qui est là pour donner la réplique et prêcher les idées de l'auteur. Trop aisément, il persuade Camille — non le lecteur — qu'il détient une parcelle de l'âme de demain. Camille, oubliant que la

que veut-il, d'abord? Son mal est là, de ne pas savoir ce qu'il veut, de ne pas vouloir ce qu'il sait. Ce ne sont pas les doctrines, voire les religions qui font défaut, — c'est d'avoir la force d'y croire. J'entends la clameur furieuse des sectes : ce n'est pas une raison. On ranime les guerres religieuses : ce sont des coups de bourse. La violence des partisans n'est pas une preuve de leur sincérité. Au contraire. Je ne vois pas que ceux qui parlent de Dieu agissent comme s'ils avaient toujours Dieu devant eux ; je ne suis pas assuré que ceux qui chassent les moines, au nom de la liberté, n'appelleront point, à grands cris d'angoisse, un prêtre à leur lit de mort.

*
*
*

« J'ai tenté de manier les engins de laboratoire ; mais je posais tant de questions, et on y répondait si peu... Je suis allé ailleurs... J'ai demandé à un philosophe pourquoi l'on doit faire son devoir. Il m'a répondu : « Parce que c'est le devoir. — Mais encore ? — Parce que notre conscience l'ordonne. — Et si je n'ai pas de conscience ? » Le philosophe n'a pas répondu. J'ai posé la même question à un matérialiste ; il m'a répondu comme un curé : « Parce que c'est votre intérêt. — Et si mon intérêt n'est pas de faire mon devoir ? » Il s'est tu, mais j'ai lu ceci dans ses yeux : « Alors ne le faites pas » (1).

mode en est passée ou que ce n'est plus « défense républicaine », fera des conférences aux Universités populaires ; Ferrals se jettera dans l'agitation électorale, — et sera élu, j'imagine. Cette conclusion inattendue découvre la difficulté tragique du problème qui est posé, et que la bonne volonté ne suffit pas pour le résoudre.

(1) *L'Ame de demain*, p. 8.

Mais l'homme ne saurait renoncer :

— Je veux vivre, je veux espérer. Mon esprit désespéré, battu par tous les contradictoires, dans la tempête des forces en lutte, cherche un phare où se diriger. Je subirai avec courage les heurts meurtrisants, je ne me refuserai ni aux longues peines, ni au sacrifice suprême, si je vois le but. Je ne sollicite pas, comme un électeur ou un cagot, le lâche « chemin de velours », je demande le chemin de lumière. Je n'épargnerai pas la sueur de mon front et le sang de mon cœur, si c'est pour une œuvre définitive de beauté et de justice ; je souffrirai toutes les tortures avec ravissement, comme la Mère, si c'est d'une souffrance féconde...

Qu'on allume donc le phare, et toutes les énergies humaines s'éveilleront, et les Parthénons, les Cathédrales, les Palais du Peuple surgiront, magnifiques, dans l'allégresse universelle.

*
*
*

La démocratie encore impuissante n'est pas encore. Une foi qui ne fonde rien n'est qu'hypocrisie. Un idéal contemplatif n'est que de décadence. Il faut qu'il entraîne une action, par laquelle il tente de se réaliser et prouve sa sincérité. Il ne se justifie d'être élevé que dans la mesure où il est un mobile effectif. Sinon, tenons-nous-en aux besognes animales, taisons-nous et baissions la tête. La vie est mesure de toutes choses, et la vie c'est l'action.

Mais, opportunément, aujourd'hui, quelle sera-t-elle ?

L'action politique, la lutte des partis ? — C'est ce qui est, le désordre, le mal ; ce n'est pas ce qui doit être.

Le socialisme, qui pouvait mieux, s'y perd corps et âme.

L'action sociale, l'organisation positive, l'éducation du prolétariat? — La tâche est trop rude, trop ingrate, personne n'en veut. Cela ne rapporte ni places, ni argent, ni rubans, ni considération, ni gloire. Et le prolétariat, toujours dupé, toujours déçu, retourne au cabaret, — en attendant le « grand soir » où tout se payera.

L'action religieuse? — Dieu — absolu est réfuté à l'école primaire, et Dieu — gendarme est battu par Polichinelle, je veux dire le suffrage universel.

L'action morale? — Il manque les principes. C'est ce que nous cherchons. Il faudrait aussi que chacun de nous fût un Tolstoï; mais, s'il en était ainsi, le monde lui-même serait l'absolu — ou le néant.

..

Ferrals, c'est-à-dire Fournière, nous propose le socialisme. Lequel? Celui des politiciens? — Il est pourvu. Voilà qui n'est pas pour le grandir et nous réconcilier avec lui. Il avait plus d'allure dans l'absurdité de la révolte quand même que dans la pratique trop habile des petits procédés de tyrannie parlementaire. Celui des théoriciens? — M. Jaurès l'a tué, en beauté, d'une trop nouvelle chanson, et nous lui préférons la liberté.

Mais le socialisme serait-il resté l'étoile des gueux, qu'il ne suffirait pas à nous donner une âme. Quel Dieu révèle-t-il? Il ne se prononce même pas sur l'idéal et le réel, l'absolu et le relatif. Or, vivre, c'est agir. Et agir, c'est reconnaître l'idéal, mais c'est s'appuyer sur le réel; c'est se discipliner au relatif, mais c'est supposer l'absolu.

Le socialisme, même pur, libéré de la corruption du pouvoir politique, ne saurait dispenser l'humanité de l'absolu. Où que vous le placiez, dans l'éternité du temps ou dans l'infini de l'espace, dans l'immensité de l'être ou dans celle du néant, il nous faut l'absolu, — pour penser, pour agir, pour aimer, pour vivre, pour mourir. C'est l'infirmité de l'humanité et qu'elle veut incurable.

Redoutons que l'âme de demain, guérie de la maladie de l'absolu par tant d'imprudents médecins, ne soit plus que la poussière morte de l'âme d'hier...

G. DEHERME.

L'Organisation de l'École

L'Instituteur.

On peut peindre l'instituteur d'une plume réaliste ou romantique, d'un pinceau hollandais ou symboliste, dans la minutie prosaïque, les soins ménagers, le harnachement pauvre, l'allure pédante de son effort quotidien et de sa lutte un peu ridicule contre une coalition de marmots ligüés par la paresse, la légèreté, et cette complicité tacite qui unit toujours les groupes contre qui les dirige ou les domine ; — ou dans la haute nécessité de son rôle, dans l'absolue beauté de ses gestes et de ses paroles, dans le dévouement de sa vigueur, dans sa place civique.

Il n'y a qu'une chose qui puisse excuser la banalité, la répétition et l'amère ironie des formules

d'honneur dont, depuis trente ans, on veut enchanter son oreille et remplir son cœur, c'est qu'elles sont vraies.

La poésie et l'éloquence, la foi des donneurs d'encens, l'enthousiasme du philosophe qui aime l'idée, de l'artiste qui cherche l'absolue beauté de l'acte, peuvent trouver en lui un riche objet. Il allie, pour les entretenir, la dignité du prêtre au régulier labeur de l'ouvrier ; appelant à lui les petits enfants comme un disciple du Christ, humble et vaillant comme un paysan, il satisfait à la beauté qui veut les gestes désintéressés, à l'utile qui les veut féconds, au bien qui les veut salutaires. Il participe, dans le village, de l'autorité de celui qui enseigne, de la nécessité de celui qui sème, de la dignité de celui qui est pauvre ; il participe aux « secrets », comme le prêtre ; à la force, comme le soldat ; à la création, comme le laboureur ; et son secret n'a point peur du jour, sa force ne fait point de vaincus, ses moissons sont de plus de prix encore que les blés.

Le poète dirait de lui qu'il est le pionnier, le défri-
cheur éternel ; le premier, il attaque l'intelligence pour y faire germer l'esprit ; de l'humanité sans cesse renaissante, il entame chaque jour l'ignorance. Il remplit en sa tâche obscure les plus grands mots du langage des hommes, car il lui faut, pour bien travailler, l'amour, et il travaille à la liberté.

Victor Hugo dit qu'il faut être dans la vie « comme un homme qui a un arrosoir à la main, mais que votre arrosoir soit de bonnes pensées et de bonnes actions ».

Il est l'homme qui a toujours un arrosoir à la main. A lui arrive le grand courant des découvertes et des idées, et il le répand en une fine pluie persistante,

sur les enfants du peuple, de préceptes, de leçons, de lectures, d'exemples. Il est l'homme selon Tolstoï, celui qui ne cultive pas la science pour la science ou pour lui-même, mais pour le peuple ; il n'acquiert jamais une vérité que pour la donner ; au contraire de Fontenelle, quand il a les mains pleines de vérités, il les ouvre. Il n'est riche que pour devenir généreux.

L'homme du poète et du philosophe, il est aussi l'homme de tous.

Tous peuvent se retrouver en lui, et tous sortent de ses soins. Tous ceux qui savent lire ont éprouvé sa patience ; les plus grands ont épilé les premiers mots de science devant lui ; la première parole qui parle du vrai est la sienne. Les générations viennent tour à tour, dans leur première fraîcheur de curiosité, s'asseoir devant lui ; il retrouve les fils des pères qu'il a enseignés. Il est le seul homme dans notre civilisation à qui encore tous donnent justement le nom de maître.

S'il est habile et zélé, il peut pétrir d'une belle figure l'âme d'un village, y être, sans bruit, obscurément, littéralement, le ferment de sagesse et de progrès. S'il est mauvais ou seulement médiocre, il laisse dans leur sommeil dix, vingt générations. Il n'est point de plus puissant facteur possible du bien public. Quand il est bien établi dans un village, sans idée de changement, qu'il s'y adapte, il devient comme la clef de voûte du pays. Par les enfants, il insinue chez les parents les bons conseils, les idées, l'amour des choses de l'esprit ; en eux, il prépare les ouvriers, les citoyens, les pères prochains. Il devient pour les jeunes gens l'aîné bienveillant ; on se garde de lui pour mal faire, ou l'on s'en souvient pour ne pas suc-

comber. Il a sur tous de l'autorité, s'il n'y veut point prétendre, parce qu'on sent en lui la dignité de celui qui *sait*, ou du moins qui représente la science. Il est dans le village comme le secrétaire perpétuel de la science et du vrai ; et il n'y a et n'y aura jamais de plus haute fonction. Le plus renseigné de l'endroit, il n'est pas le moins laborieux.

Quand on entend le bruit des bèches dans les champs, on entend aussi sortir de l'école sa parole patiente et familière ; le soir, souvent, quand tous se reposent, il accroche la lanterne à la porte de l'école, et, pour se distraire d'enseigner les petits, il enseigne les grands. D'après ce que nous avons dit de son métier, il est concevable que personne ne peut se dire trop intelligent pour être instituteur et que beaucoup manquent de l'intelligence spéciale qui lui est nécessaire. Il n'est pas de problème plus difficile et plus haut que l'éducation, si l'esprit des Rabelais, des Montaigne, des Rousseau s'y est attaché ; il n'en est pas pratiquement de plus complexe, et le génie d'un Bossuet y a échoué.

Nous allons dire avec une conviction profonde, qui vient d'une comparaison impartiale et fréquente, une phrase qui, peut-être, fera sourire : il est plus difficile d'être, non quant à la science mais quant au métier, professeur de faculté que recteur ou ministre, professeur de lycée que de faculté, instituteur que professeur de philosophie ou de rhétorique. Il est plus aisé de conduire les hommes et d'être chef d'État que de bien faire l'éducation des enfants ; il faut à l'homme d'État de moins délicates démarches qu'à l'instituteur, et l'on donne plus facilement une signature qu'une claire explication. Le ministre est un homme, et il connaît les hommes par lui-même ; tandis que l'en-

fance reste toujours à l'homme un peu mystérieuse. Une perspicacité, une expérience psychologique, qui viennent plus d'un don inné que de l'étude, une affection toujours vive et ingénieuse, une bienveillance naturelle qui, pour ainsi dire, *déplace* l'âme et la mette et la rajeunisse toute en eux, un esprit assez souple et large pour les dominer et les guider dans le temps qu'il s'abaisse jusqu'à eux et se fait eux-mêmes, peuvent seuls comprendre, aimer, pénétrer les enfants, s'accommoder de leur légèreté, de leur inattention, de leurs petites méchancetés, inspirer la patience qui ne s'irrite point, qui ne se lasse point, qui sait attendre, soutenir chaque jour l'effort et compter avec le temps. Sa tâche est une toile de Pénélope, toujours à reprendre, d'une trame qu'il faut sans cesse renouer. Toujours lui arrive la même ignorance qu'il faut instruire des mêmes choses. Et à force de tourner dans ce cercle, de sans cesse revenir en arrière, de répéter, de redire des choses mille fois dites, pour qu'il ne s'y rebute point, pour qu'il ne devienne point machinal, c'est-à-dire mauvais, pour que l'expérience le rende toujours plus habile au lieu de pétrifier son esprit et sa manière, pour trouver toujours dans ce monotone labeur un goût de nouveauté qui conserve son zèle et son talent, il lui faut de plus en plus incliner son esprit, le rajeunir, faire effort pour redevenir enfant devant les enfants, naïf, curieux, et, à mesure qu'il avance en âge, accomplir ce tour de force de vivre avec les enfants, et pour les faire vivre, de comprendre qu'on peut avoir 6 ans, des petits pieds qui fourmilent, une langue alerte, un esprit ailé, insouciant, habile et prompt en sauts et en imprévues démarches, qu'on est plein d'innocence et de malice, qu'on est un petit animal rusé, joyeux et candide, pour qui la vie

bruyante et libre est le besoin et la vérité ; et rester, devenu vieillard las et désenchanté, jeune parmi les enfants, supporter leurs cris, veiller à leurs jeux, sourire à leur joie, savoir se dire qu'on n'a pas le droit de faire déteindre sa tristesse ou son scepticisme sur leur allégresse et sur leur foi en la vie, et qu'il faut, au contraire, les faire partir avec confiance vers toutes les choses dont on revient soi-même, vers le travail dont on sent maintenant la fatigue, leur dire qu'il faut travailler, espérer, chercher dans la vie, quand soi-même on est las du labeur, que le regard s'affaiblit, et qu'on n'a rien trouvé peut-être soi-même que désenchantement.

A cet homme qui n'a pas le droit de vieillir, dont le talent est de s'oublier, la bonne volonté, la simple vaillance ne peuvent suffire ; il lui faut, comme pour les métiers humbles, difficiles, pénibles, où il faut *donner*, non sa force, *mais son esprit et son âme*, une élection intime qui l'appelle plus au travail qu'au profit, à la peine qu'à l'honneur, au besoin de donner plus qu'à celui de recevoir, une *vocation* de dévouement et de résignation. En toute occurrence, il faut un grand cœur pour être l'homme des petits.

Mais, à la vérité, ce métier généreux donne autant qu'il demande, et précisément ce qu'il demande. Il fait bientôt entendre la voix qui devrait y appeler. Il inspire le dévouement auquel il oblige ; il entretient la jeunesse de cœur qu'il réclame ; il augmente la bonté en faisant échouer l'aigreur ; il enrichit la sagesse en l'éprouvant par l'innocence ; il fait aimer l'avenir en y faisant travailler ; il multiplie la famille pour les cœurs aimants ; il attache une récompense à chaque sacrifice et forge lui-même par une vertu singulière les armes qui lui sont nécessaires. Il ré-

clame et il produit une élite par le cœur et par l'action.

Eh bien, si nous descendons chez l'instituteur de l'absolu à la réalité et de la réalité publique à la réalité domestique et intérieure, comment le voyons-nous vivre ? Cet homme qui est la cheville ouvrière de la République, le maire, qu'il supplée, le tient en suspicion, le prêtre le calomnie et l'excommunie, les bonnes âmes le damnent, le député le surveille, l'ambitieux le guette, les chefs l'endorment de belles paroles. Il est toujours sous le coup d'un déplacement si un moutard a reçu une gifle trop méritée, si le maire s'en plaint, si le curé en est gêné, si le député ne peut compter sur lui. La magistrature, l'armée, quand elles rencontrent sur leur chemin cet obscur, le méprisent.

Pourtant tous les pouvoirs de l'État, toutes les initiatives généreuses font appel à lui. Le ministre de l'instruction publique le charge spécialement de faire des citoyens, lui insinue impérieusement de se délasser par la classe du soir de la classe du jour, de tenir le peuple au courant des découvertes et des idées par des conférences, de le récréer par des fêtes ; le ministre de l'agriculture compte sur lui pour propager les bonnes méthodes de culture et ébranler la routine, le ministre de la guerre s'assure sur son zèle pour lui préparer des tireurs habiles ; le ministre de la marine est bien aise de voir qu'on lui suggère d'enrichir sa science par l'enseignement nautique ; le ministre des colonies l'encourage à vanter la colonisation ; le ministre de l'industrie considère d'un bon œil qu'il s'occupe des travaux manuels ; le ministre de l'intérieur espère en lui pour le succès de son candidat et lui fait établir des statistiques sur les cas de scarlatine

ou de coqueluche, cependant que les initiatives privées en font leur agent pour provoquer le goût et la pratique de l'épargne, pour combattre l'alcoolisme, pour enseigner la sténographie, pour faciliter l'expansion de la langue française à l'étranger, que les économistes demandent qu'il enseigne leur science, que les gens pratiques applaudissent à l'institutrice qui apprend la cuisine et la couture, que les philosophes le questionnent sur « les moyens qu'il emploie pour développer le sentiment et la pratique de la solidarité », — et pour tous ces services, pour sa tâche jamais terminée, pour son concours jamais refusé, et lorsqu'il est bien endoctriné, flatté et emballé, M. le ministre des finances, « voulant donner à cet humble serviteur du pays un témoignage de la reconnaissance nationale », conscient du « sacerdoce » qu'il remplit, de la « mission » qui lui est confiée, et au nom de la Patrie et de la République, commence par lui retenir le premier mois de son traitement, puis le 1/5 par mois pour la retraite, et lui compte 47 sous par jour entre dix-huit et vingt-cinq ans, — un peu moins qu'un gage de cuisinière, — 4 francs par jour entre cinquante et cinquante-cinq ans — pas tout à fait la solde d'un adjudant, — et lui fait attendre deux ans une retraite de 1 fr. 50 par jour.

Son avenir est assuré, dit-on. Pour cela, oui ! Que l'État ne lui donnera jamais ce qu'il lui doit, que pour lui promesses et chansons sont synonymes, voilà de quoi il est sûr. Il est bien assuré qu'on le distinguera du ruban violet quand les marchands de plumes, les délégués cantonaux, les diseurs de monologues, les pompiers et les chefs de fanfare, les concierges et les appariteurs de facultés auront été pourvus. Et ce dont nous sommes certains aussi, c'est

qu'il n'y a pas de service public qui exige de ses agents un ensemble de qualités plus nombreuses et plus délicates. Seraient-ce les percepteurs, les commissaires de police, les agents voyers, les employés des postes, les officiers subalternes qui dépasseraient son niveau et témoigneraient d'une science supérieure? Il n'apparaîtra à personne que pour libeller des quittances, veiller à l'enlèvement des ordures ménagères, vérifier l'état des routes, timbrer un mandat et demander « qui envoie? » ou même faire évoluer une compagnie, il faille des qualités bien supérieures à celles qu'exige l'éducation des enfants. Pourtant le moins payé de tous est l'instituteur. Il travaille trop pour être bien rétribué, et il y a quelque air de roture à se donner tant de peine.

Veut-on pourtant des preuves de ce qu'il vaut, malgré la pénurie et l'infériorité actuelles du recrutement? Sait-on, quand ils quittent l'enseignement, ce que font les instituteurs, je dis les égarés, ou les médiocres, car les meilleurs restent. Une promotion de onze élèves de 1889 a fourni : un lieutenant d'infanterie (qui avait été renvoyé de l'école normale dès la première année); un agent des contributions indirectes et un comptable (tous deux renvoyés de l'école); un électricien dans une grande usine de Paris à 4.000 francs par an; un professeur d'école normale, un licencié. Ceux qui restent sont instituteurs à 1.000 francs de traitement fixe. Tel élève-maître médiocre devient docteur en médecine; tel autre entre à l'École centrale.

Saint-Maixent devient le débouché de ceux qui ont quelque vocation militaire. Il n'en est pas un qui, en quittant l'enseignement ou que l'administration renvoie, ne trouve une situation meilleure que celle de

ses camarades, et souvent estimée bien supérieure à celle d'instituteur.

Tel est son niveau et le rang qu'il peut tenir avec le peu d'instruction pratique qu'on lui donne à l'école normale ou qu'on lui réclame pour y entrer. C'est un métier qui peut conduire à tout à condition d'en sortir ; mais comment le quitter, si l'État, pour parfaire sa générosité, lie pendant dix ans l'instituteur qu'il a nourri à l'école normale, par l'engagement de le servir ?

Ceux qui ne le veulent point et ne travaillent pas à le mettre dans une situation hors de pair dans son village mettent plus de flatterie que de sens et de conscience dans leurs mots de « sacerdoce » et de « mission ». Quand donc comprendra-t-on qu'il est celui des fonctionnaires à qui nécessairement l'État demande le plus, et qu'il y a une déloyauté et un illogisme funestes à le traiter et à le payer comme une « bonne à tout faire » ? Quand le peuple fera-t-il entrer dans son esprit qu'un instituteur est aussi utile qu'un officier, qu'il est d'une utilité plus permanente et plus générale, qu'il le vaut en savoir et en services rendus, et que rien, absolument rien ne justifie la disproportion énorme dans le traitement de l'État à leur égard. On pourra seulement reconnaître la sincérité et l'intelligence des thuriféraires du prolétariat des instituteurs, quand ils lui donneront la situation de l'officier.

Il ne lui faut pas la richesse, mais l'aisance ; et ce n'est pas pour lui que nous la demandons, pour qu'il inspire le respect ou l'envie et qu'il enrichisse d'un nouveau type bourgeois notre société, mais par un souci très vif de l'intérêt national, et pour que l'instituteur compte partout parmi *les plus intelligents* de

la nation. Tout se paie, et maintenant, et de plus en plus, l'intelligence plus que le reste. Si l'on comprend qu'il faut pour ce métier une élite, il ne la faut point vouloir payer comme un rebut, et ce n'est pas par un vœu de misère qu'on peut éveiller la vocation de l'instituteur. Or c'est à le recruter dans le rebut que l'on s'achemine en maintenant le traitement de famine de ce factotum béni et berné.

Nous voulons encore pour lui deux choses. La première est l'indépendance hors de l'école, sa nomination à l'abri de toute ingérence politique par des chefs indépendants.

La seconde est son indépendance, ou du moins son initiative possible et encouragée, dans l'école. Si l'on veut bien se reporter à nos articles précédents, et principalement au dernier, on comprendra qu'il faut absolument détruire la servitude du maître à l'emploi du temps officiel et des programmes. On doit imposer au maître le but de son travail, mais non la manière. Libre de la forme de son action, il l'accomplirait plus joyeusement, plus originalement, avec plus d'à-propos et de succès. Les moyens qu'il aura choisis seront les meilleurs, précisément parce qu'il y aura découvert une vertu qui l'a frappé; les exemples qu'il choisira seront les meilleurs, parce qu'ils seront ceux dont il aura le mieux compris la force et qu'il fera ainsi sentir plus vigoureusement. Ayant plus d'aisance dans l'emploi de ses moyens et de son temps, il pourra profiter à l'improviste de l'heure, de l'occasion, des exemples prochains. L'unité du but et l'initiative de chaque effort, il y a longtemps que les « maîtres » de nos cathédrales ont découvert et appliqué cette loi du travail collectif. Or l'instituteur est à la fois comme un ouvrier en chambre et un ouvrier d'usine, et doit

unir la discipline de l'un à la liberté de l'autre. C'est un lourd héritage du passé, mais aussi le bien propre génie de « l'administration », que cette défiance invétérée de la liberté dans laquelle nous nous fortifions au mépris de la plus claire logique et de la plus humble expérience. Les seigneurs d'autrefois n'ont relâché les liens de servitude qui entravaient leurs serfs que parce qu'ils ont éprouvé que le travail libre produisait plus que le travail esclave. La liberté est comme ces baguettes magiques qui délivraient les fées des bouteilles ou des prisons où de mauvais sortilèges les avaient enfermées ; elle dégage naturellement toutes les bonnes puissances de l'homme, le travail, l'initiative, le progrès. Quand cet homme est l'instituteur d'aujourd'hui, il y a doublement à espérer en rompant le charme malsain qui l'immobilise. Ce long article, où nous avons essayé de dire uniquement sur l'instituteur le vrai qui est plus à son honneur qu'à celui de la nation qu'il sert sans compter et qui compte si parcimonieusement avec lui, peut se terminer par une formule que le mot de liberté remplit de son sens le plus large et le plus fort au point de vue matériel, politique, professionnel : *le maître libre dans l'école libre*, dégagée de toute influence politique ou confessionnelle.

Mais cette formule même n'est point complète si elle n'exprime aucune dépendance et si elle peut dégénérer par la routine en cette autre : l'école pour l'école. Il faut, et toute notre étude secrète cette conclusion, que l'école soit constamment unie à la nation dans son dessein, que l'instituteur ne s'isole point, ne s'égaré point comme il fait en un enseignement qui est un dilettantisme d'érudit. Il faut qu'un nœud vivant unisse la nation vigilante à l'école laborieuse,

et pour parfaire et assurer le jeu sain et utile de l'école dans la nation, qu'elle soit, par la seule condition qui sauve des dangers de la liberté, non seulement l'école libre, mais aussi l'école ouverte.

C'est ce que nous essayerons d'expliquer prochainement.

XXX.

Les Universités Populaires

La Coopération des Idées de Versailles. — Cette Université populaire organise une *Caisse de prêts gratuits et sur l'honneur*. Voici un extrait intéressant de sa circulaire qui annonce cette innovation :

« En fondant cette Caisse, notre but a été de chercher à substituer, dans la mesure du possible, à la charité, forme rudimentaire de la solidarité sociale, une mutualité véritable, basée sur les principes les plus élevés de la fraternité et de la coopération humaines. Les rapports d'égalité, qui doivent exister nécessairement entre hommes libres, sont faussés par la charité qui tend à établir une sorte de vassalité de celui qui reçoit envers celui qui oblige. La charité, quelle qu'elle soit, n'est qu'exceptionnellement préventive. Elle n'a pas pour fonction essentielle de soutenir ceux que surprend le malheur, et de les contraindre à demeurer malgré tout des hommes jaloux de leur individualité et de leur dignité. La charité individuelle, capricieuse et aveugle, est toujours impuissante. La charité collective, type déjà plus perfectionné de la solidarité, dans l'évolution sociale, ne saurait être pour nous qu'une forme provisoire et imparfaite. La caisse que nous fondons a pour but de déléguer temporairement aux camarades dans le besoin une part du fonds social. Elle intervient au moment même où la fatalité acculerait à un désastre l'individu resté isolé et sans appui. Au point de vue matériel, nous libérons nos camarades des crédits ruineux exploités par de trop habiles commerçants, et nous écar-

tons d'eux les tentations mauvaises de l'achat à tempérament. Au point de vue moral, nous renonçons à toutes les contraintes de droit envers nos emprunteurs ; nous faisons appel au seul sentiment de leur honneur ; nous contribuons ainsi à fortifier chez eux l'idée et le culte de la conscience libre. Nous offrons enfin à tous nos camarades une organisation qui leur permet, dans certaines circonstances graves de la vie, de trouver des conseillers sûrs et dévoués, à qui conter leurs embarras : l'administrateur et les enquêteurs de la Caisse, désignés à tous par le choix même de leurs commettants, seront des amis toujours prêts à soutenir de leurs conseils les camarades qui voudront s'adresser à eux. En résumé, nous sommes persuadés que notre œuvre rendra plus concret le sentiment de fraternité qui doit nous unir. Les membres de l'U. P. forment une élite de bons citoyens, groupés dans un même désir de relèvement social. Ils doivent commencer par se prêter mutuellement l'appui le plus ferme. La coopération des idées, qui est notre devise, ne serait qu'un mot vide de sens, si elle n'avait pour base la solidarité. »

Dès que les statuts auront été définitivement adoptés, nous en ferons connaître les articles essentiels.

Fête des U. P. du Midi. — Le 22 juin dernier, les membres des U. P. du Gard, de l'Hérault et de Vaucluse s'étaient donné rendez-vous à l'aqueduc romain du Pont du Gard, sur les bords du Gardon. Plus de 300 personnes avaient pris part à cette excursion. La fête a été des plus cordiales et des plus intéressantes. On s'est occupé de l'organisation des U. P. Ont pris part aux discours et à la discussion : MM. Mazaurie, Murgaud, Maurins, de Boyve, Gignoux, Rist, Puech, Guérin, Mme Reboul, Maisonneuve, Laget, Fabre, Bruguier, Lescalier, Dubois. Nous espérons que la *Fédération des U. P. du Midi* sera bientôt fondée.

Les Livres qui font penser

Scènes et Doctrines du Nationalisme, par Maurice Barrès, 3 fr. 50 (F. Juven, édit., 122, rue Réaumur). Je n'aime pas ce livre. D'autant moins qu'il joue sur des raisons qui me sont familières, pour les forcer, contre elles-mêmes, à des conclusions de division et de guerre. Or, j'en suis sûr pour les avoir éprouvées souvent, ce sont des raisons qui conduisent au travail seulement, à l'union, à l'action. La méthode n'est qu'une arme aux mains d'un homme de parti; mais ce n'est pas sans scandale qu'elle cesse d'être un outil bienfaisant.

L'affaire Dreyfus. M. Barrès y revient. On y reviendra souvent. D'abord, je note ceci : Le contraste troublant de l'effort gigantesque, évidemment exagéré, qui fut fourni alors, pour la défense de quelques principes essentiels, et la torpeur subite qui suivit dès qu'un résultat insignifiant fut obtenu, en violation des principes dont on prétendait verbeusement qu'ils emportaient tout. Évidemment, si j'ai été dreyfusard, c'est pour d'autres motifs. M. Maurice Barrès, qui fut antidreyfusard d'une autre manière que M. Syveton, de même exprime l'amertume que ce tumulte ait abouti à « une tactique parlementaire chétive et stérile ». Il ajoute que, s'il avait pu prévoir cette fin, il eût été plus calme. Mais comment ne reconnaît-il pas que ce qu'on peut reprocher aux dreyfusards, ce n'est pas le culte farouche des principes, le fanatisme de l'absolu; mais précisément de s'être satisfaits trop facilement de résultats politiques concrets et pratiques ?

La question est toujours posée de travers par les partis, qui ne cherchent en somme qu'à gagner le pouvoir. Considérons toujours que, pour eux, la vérité, la justice ou la liberté et l'ordre ne sont que des munitions de guerre pour écraser des adversaires, et vaincre. Mais ils emploient d'autres munitions aussi bien.

Il ne s'agissait pas de savoir, pour le fait, si M. Dreyfus avait été jugé selon les formes; mais s'il était un traître,

ou non, — nous avons le mépris des formes judiciaires, nous en pesons la formidable hypocrisie : elles servent beaucoup plus à nous voiler l'iniquité qu'à garantir la justice. Et il ne s'agissait pas de savoir, pour l'idée, si la justice est au-dessus de la patrie, ou non ; mais si la patrie peut se passer de la justice.

Je laisse le fait, que les partis ont obscurci de mensonges et de haines, et qui du reste est périmé.

La justice est relative, mais la patrie aussi est relative, ne l'oublions pas. La notion de relativisme est à la base de la méthode positive. Sans doute, il n'y a pas de justice s'il n'y a pas d'ordre social ; mais la société n'est qu'un chaos de forces dissolvantes, s'il n'y a pas une règle des rapports des individus, c'est-à-dire une justice.

Certes, les dreysfusards qui émirent la théorie du « chambardement », qui soutinrent que « la destruction de la société est préférable au maintien d'une injustice » manquent de sens. Je m'offre de leur signaler, chaque jour que fait notre République parlementaire, à tout le moins sept iniquités publiques comparables à celle dont ils s'imaginèrent ingénument qu'elle fut la seule depuis Jésus. Mais, à l'ordinaire, on ne les voit pas, parce qu'elles n'écrasent que des humbles ; ou, si on les soupçonne, on s'empresse de les nier, pour n'être pas contraint de les réparer.

L'erreur capitale de M. Barrès est, au contraire, de considérer l'ordre comme une abstraction. Mais précisément la condition de l'ordre est la justice. On regarde le passé et l'on voit que des États furent puissants et se sauvèrent quelquefois par des violences contre le droit. C'est une erreur d'optique. A l'examen, on s'aperçoit que ces violences ne s'opposaient nullement à l'idée qu'on se faisait alors de la justice, — qui, relative, est progressive.

De là, tous les sophismes antidreysfusards suivent. On en vient à identifier la société à une de ses fonctions : la défense ; cette fonction à une corporation : l'armée ; et cette corporation à une spécialité : l'État-Major. Et nous retrouvons, ici, la théorie du « chambardement » ; mais pour l'armée.

Non, M. Barrès, une corporation, si utile qu'elle puisse

être, n'est pas toute la patrie. Il est monstrueux qu'une corporation s'oppose à la nation. Le cri de guerre que poussent vos amis : « Vive l'armée ! » il est l'équivalent du cri de révolte que poussent quelques énergumènes : « A bas la patrie ! » Relisez un des chapitres de votre livre. Vous y montrez bien, par un opportun rappel d'histoire, que cette corporation n'est pas indispensable, même à la défense du pays, et que son esprit de corps s'est plus d'une fois opposé à la patrie. Vous avez évoqué, d'un trait puissant, 1870 : les généraux, traitres à la patrie par esprit de corps ou ambition de caste, qui veulent être vaincus et que leur pays soit envahi. Je vous cite : « De vieux généraux dirent : « Ces blagueurs de gardes-nationaux veulent absolument qu'on leur casse la gueule ; on va les y mener »... Rivés à la routine, ennemis de Paris, mécontents d'eux-mêmes et d'autrui, humiliés par l'avalanche de nos défaites lamentables, nos généraux ne possédaient ni la foi qui vient à bout des obstacles, ni l'expérience qui aide à les tourner. Ils n'avaient plus qu'une tactique, qu'une stratégie : arriver à faire accepter la capitulation par la population civile ; leur but n'était pas la victoire, c'était la reddition. Ils songèrent à faire saigner copieusement la garde nationale pour l'anémier. Ce fut la journée de Buzenval. *Les généraux trahirent la foi de la nation, parce qu'ils ne la partageaient pas.* » Voilà une critique qui nous suffit du militarisme antinational. Et quand Maurice Barrès, quelques lignes plus loin, nous demande : « Pourquoi Billot, Cavainac, Zurlinden, etc., se seraient-ils solidarisés avec l'État-Major, si celui-ci avait commis le crime d'accabler un innocent ? » — nous n'avons qu'à lui donner la réponse qu'il vient de faire. Elle est forte. Billot, Zurlinden, Mercier, c'est, trente ans après, Ducrot, Vinoy, Trochu. Je passe Bazaine.

Ainsi encore, bien qu'il n'ignore pas l'histoire de 1870, M. Barrès reproche au colonel Picquart — qui pourrait être Rossel — d'avoir diminué sa corporation par son intempestif souci de justice, — d'où il s'avère qu'il s'agit d'une corporation et non de la patrie. Mais c'est Picquart, il me semble, qui est vraiment nationaliste, dans l'accep-

tion propre, puisqu'il subordonne, comme il doit, son intérêt corporatif à la justice, c'est-à-dire à l'ordre organique, c'est-à-dire à la patrie. La France se serait bien trouvée d'une telle abnégation chez nos généraux capitulards de 1870, — ceux-là qui ont trahi par esprit de corps.

M. Barrès, d'ailleurs, ne se maintient dans cette position paradoxale qu'en renonçant à la méthode positive. « Peut-être, dit-il, le soldat n'existe-t-il pas tel que nous le concevons... Au reste, le *vivat* n'implique point nécessairement notre croyance à une réalité tangible. Nous vivons entourés d'ombres. Falstaff, Hamlet, le roi Lear n'ont pas existé : ils agissent sur l'humanité. Le général que nous louons est une créature de notre esprit, un type. » Je rappellerai à l'auteur, suivant sa recommandation, qu'il faut rester dans les réalités sociales. Il ne convient pas de désordonner la société pour des ombres, ni de risquer la liberté pour des imaginations. L'idée que se fait un kantien des principes universels, de la justice absolue est plus proche de la réalité sociale que ce Soldat idéal, car il est évident que les principes sociaux ont une tendance à s'universaliser, et la justice à se développer.

Il faut que la France soit forte. Qui le conteste ? Mais la force, où est-elle ? Ne s'est-elle pas déplacée depuis l'anthropopithèque ? L'armée est-elle encore une force pour une nation ? Je vois surtout qu'elle la déprime, l'entrave et la ruine. Qu'elle s'impose encore, cela est une autre question. Mais une maladie aussi s'impose ; est-ce à dire qu'elle soit une force et surtout qu'il faille l'aimer ?

« Si la France était plus forte, nous dit Barrès, l'injustice diminuerait dans le monde. » Je le crois, et qu'elle diminuerait aussi dans la France même ; mais si elle était forte de la force qui produit, qui pacifie, qui libère ; non de la force illusoire de Napoléon, qui aboutit à Waterloo et à Sedan. S'emparer du capital humain, de la réserve sociale accumulés par des siècles de labeur, de génie et d'ordre, et le dépenser d'un coup, le gaspiller en une heure de folie nationale, cela peut paraître de la force à ceux qui se complaisent aux apparences. Mais il faut faire le compte, après.

La force vraie, je veux dire la force de coordination so-

ciale et d'impulsion, est ce qui meut et ce qui produit; la force qui s'augmente d'elle-même et non celle qui dépense. Il faut considérer la force par rapport à la société.

« Être nationaliste, c'est encore le meilleur service que des Français puissent rendre à « l'humanité ». J'en conviendrais avec M. Barrès s'il distinguait le nationalisme des nationalistes. Car il définit : « Un nationaliste, c'est un Français qui a pris conscience de sa formation. Nationalisme est acceptation d'un déterminisme. » Qui n'y souscrit? Mais je doute fort que les électeurs de M. Tournades, petits commerçants et petits industriels, et peut-être M. Tournades, l'entendent ainsi, et même qu'ils soient susceptibles de l'entendre de cette manière. Ils suivent leurs instincts seulement, non pas français, non pas même anthropologiques, mais physiologiques, et leurs petits calculs mercantiles.

Pour moi, sans être « nationaliste », je sais fort bien que je suis Français et que je me rattache ainsi à un passé qui, jusqu'à un certain point, détermine mon mode de penser et d'agir. Mais où je me sépare de M. Barrès, et surtout des nationalistes ordinaires, c'est que je ne puis croire que cela me fait fatalement l'ennemi irréductible de ceux qui sont déterminés par leur hérédité et leur milieu à d'autres modes de penser et d'agir. Il me semble, au contraire, que cette diversité est une division du travail féconde, un concours puissant, et que nous sommes, hommes de toutes races, les collaborateurs, inconscients aujourd'hui, conscients peut-être demain, d'une même œuvre. Si un certain polygénisme établit ce déterminisme des différenciations ethniques, convergentes d'ailleurs, il faut se souvenir qu'il se restreint, à mesure qu'on recule dans le passé, pour se réduire, au berceau, à un monogénisme primordial. C'est le fonds de notre humanité.

Je suis bien un produit de ma terre et de mes morts, mais non une somme simple. Je suis une combinaison, d'où sort une originalité qui fait de moi une personnalité progressive, d'une volonté efficace. Je brise ainsi le cercle de la fatalité; je ne suis plus un revenant, je suis un vivant. Et même les gestes lourds du passé ignoré, je les revivifie. Je ne les répète qu'en les jugeant; et ainsi je les déve-

loppe ou je les restreins, je les discipline. Je n'abdique pas mon pouvoir d'arrêt qui est le meilleur de ma volonté. Si je suis le continuateur des morts, je suis aussi, moi, vivant et créateur d'habitudes, formateur de mentalités à mon tour. L'individu est donc quelque chose. Le Moi est plus qu'un reflet. Sans doute, et ce n'est pas à l'analyste aigu du Moi que je l'apprendrai, l'individu ne s'affirme que par rapport à la société; mais nous pouvons dire de même que la société nationale ne s'affirme que par rapport à l'humanité. L'humanité — entendons, pour notre époque, l'ensemble convergent des nations civilisées — est en formation. Toute tentative de développement égotiste, individuel ou national, est, en fait, une régression, une révolte insensée contre les lois de l'évolution positive, un désordre; donc une désagrégation, — et d'abord de soi. Psychologiquement, tout égotisme absolu est un commencement de folie. Cela vaut pour une nation. Je signale ce point à M. Barrès qui, lorsqu'il parle de la patrie, perd la notion du relatif, ce qui est trahir sa méthode pour servir son parti.

Cependant, tout en tenant compte des réalités présentes, l'auteur ne néglige pas les possibilités futures; mais alors son nationalisme militariste absolu, haineux, n'a plus de sens. « Famille d'individus, dit-il, voilà la commune; famille de communes, voilà la région; famille de régions, voilà la nation; *une famille de nations, voilà l'humanité fédérale où nous tendons en maintenant la patrie française et par l'impulsion de 1789.* » C'est parfait.

De même, on peut se rallier à toute la partie organique de sa doctrine, hormis ce qui a trait à la protection, qui est contre ce qu'il veut. La protection atrophie. Or il nous faut développer toutes les énergies nationales. Il y a, là encore, défaillance de méthode par suggestion de parti.

Le fédéralisme politique seul peut sauver la démocratie de l'égout où l'attire le parlementarisme. Le fédéralisme économique, qui est l'association, seul peut réorganiser la société dissoute par la ploutocratie. « Notre salut, c'est que nous cessions d'être des individus déracinés et éparpillés. » Pour finir, il faut citer cette partie du programme d'action libre de M. Barrès, et franchement s'y rallier :

« *L'Association (personnalité civile des communes et des syndicats)*. — On le voit par ce titre, nous confondons la liberté d'association et la décentralisation. Il faut aider à se former tous les organismes naturels, favoriser toutes les *affinités*. Par l'extension des personnalités civiles, la transformation propriétaire peut s'effectuer lentement et pacifiquement. La propriété des collectivités deviendra de plus en plus l'instrument de travail et résoudra ce que les collectivistes appellent la « socialisation des moyens de production ». Le travailleur ne sera pas un salarié ; il ne sera pas non plus un fonctionnaire et deviendra un pur associé. Les groupes de production et de propriété collectives pourront varier autant que les besoins du travail l'exigeront. La commune deviendrait surtout l'instrument de la propriété et du travail agricoles ; le syndicat ou groupe corporatif, l'instrument de la propriété et du travail industriels.

« *Une nouvelle main-morte*. — Il ne s'agit point de sociétés coopératives qui sont des petites sociétés anonymes. Il s'agit bien d'associations qui créent un fonds commun, qui ne touchent pas au capital et qui ne répartissent que les intérêts. Les individus, dans ces nouvelles formes propriétaires, n'auraient que des droits de jouissance, le groupe étant seul propriétaire par sa seule personnalité civile. Bref une main-morte. »

On le voit, dès qu'il cesse d'avoir l'esprit de parti, M. Barres adhère aux vérités sociales qui unissent. De son livre, nous ne retiendrons que ces vérités.

Quand les Peuples se relèvent... par Henri Mazel, 3 fr. 50 (Perrin, éd., 35, quai des Grands-Augustins). — Sous la forme familière du colloque, M. Henri Mazel aborde la plus grande question de l'heure présente, celle de notre irrémédiable décadence ou de notre possible renaissance. Elle est complexe, et c'est ainsi qu'il l'entend. Ce sera une raison, sans doute, pour que ce livre n'ait pas le succès qu'il mérite. A l'ordinaire, nous aimons qu'on nous donne *une cause, un remède*, — et les écrivains sociaux savent nous satisfaire. C'est, d'ailleurs, au détriment de notre instruction. M. Henri Mazel n'a voulu cette originalité que d'approcher le plus possible du vrai. Son livre se

pourrait résumer ainsi : « Un peuple fort est fort en tout » ; les peuples qui se perdent par toutes les faiblesses se relèvent par toutes les vertus ; « tout peuple en danger peut se sauver, et tous les remèdes sont bons. Tous ont une action, aucun ne guérirait à lui seul, mais tous, réunis, sauvent. »

Il examine le rôle de la guerre, de la politique, de la richesse, de la civilisation, de la religion, de la race dans le développement de la puissance des peuples. Il donne à chacun de ces facteurs son importance propre, qui est proportionnelle, suivant les temps, les milieux, les circonstances, à la capacité de ces facteurs à susciter des vertus.

Il y aurait des réserves à faire dans la partie où il indique les réformes opportunes. Mais il faut approuver beaucoup d'idées ingénieuses et hardies. Entre autres ceci : « La décentralisation n'existera qu'appuyée sur la liberté d'association ; car en vérité, ce ne sera jamais un conseil général ou une municipalité de grande ville qui fera échec à une tyrannie d'État, ce ne pourra être qu'une institution permanente, traditionnelle et propriétaire ». Seulement, au lieu de « une », je dirais « des institutions », c'est-à-dire toutes les associations organiques.

Le Chemin de velours, par Remy de Gourmont, 3 fr. 50 (Ed. du *Mercur de France*). — Nouvelle série de dissociations d'idées. D'abord, la gloire. Pour M. de Gourmont, elle est une dégénérescence de l'idée d'immortalité, à peu près ce qu'est la vanité à l'orgueil. L'idée d'immortalité, à l'origine, ne s'appuie nullement sur l'idée de justice, mais sur la force, quelquefois sur la chance, qui est un autre aspect de la force. « A Tahiti, les âmes aveugles s'en vont au hasard, sortant des corps, vers une plaine où il y a deux pierres : l'une si on la touche d'abord, donne la vie éternelle ; l'autre, l'éternelle mort. Ceci est d'une absurdité presque sublime ; c'est grandiose et terrible ainsi que la prédestination. Saint Augustin la plaçait dans la nuit d'avant la naissance ; les Tahitiens la situent dans la nuit d'après la mort. »

Plus tard, en s'agrégeant à l'immortalité, l'idée de justice en a corrompu le caractère. M. de Gourmont voit dans l'idée de justice, non un principe de vie plus haute, mais

un principe de mort, une maladie de la civilisation. « Quand un peuple rétrécit la catégorie destinée au profit de la catégorie injuste, c'est qu'il commence à s'avouer sa propre décadence : l'extrême état de sensibilité se traduit par le bâillon de Zaina qui ne respire qu'à travers un voile pour ne détruire aucune vie... Pleurer sur l'esclave qui tourne la roue, ou sur le poète qui chante dans le désert, signe de dépravation ; car l'esclave qui tourne la roue, c'est qu'il aime la vie plus qu'il ne souffre de son malheur, et le poète qui roucoule dans un trou comme le crapaud, c'est que sa chanson est un agréable exercice physiologique. » Ce serait exact, si l'idée de justice ne nous poussait qu'à pleurer sur l'injuste ; mais c'est aussi un puissant mobile d'action sociale. C'est d'ailleurs un concept social, et il faut limiter la justice à l'humanité sociale. Elle n'implique nullement le bâillon de Zaina.

« La gloire, déclare l'auteur, est un fait pur et simple, et non un fait de justice. » C'est qu'il imagine une justice caricaturale, à sa convenance, pour l'exercice facile de quelques paradoxes. La justice ne se représente pas nécessairement sous la forme comparative d'un palmarès simpliste. La justice, en pénétrant dans la vie, s'assouplit et s'adapte. Et quand elle pèse, l'heure, le milieu, la virtualité, la fécondité, la force, la chance même, et aussi la beauté, ce sont ses poids. Elle est un facteur de sélection sociale. Si Racine a commis quelques méchants vers et si Tristan l'Hermitte a rencontré d'heureuses rimes, cela ne prouve rien contre l'idée de justice, — sinon qu'il faut l'éclairer, et qu'elle soit intelligente, étant humaine.

M. de Gourmont ne nous laisse point en repos, il s'attaque à toutes nos valeurs morales, et ainsi il nous contraint à la réflexion. Le succès, l'esthétique, le langage, le mensonge, l'idéal, la femme, l'amour : son nihilisme a de quoi faire. S'il s'agit d'initier le peuple à l'art, il écrit : « Quelle importance cela a-t-il que le peuple n'admire pas ce que nous admirons ? Il aurait tout aussi bien le droit d'exiger de nous le partage de ses enthousiasmes. Il n'y a pas d'absolu esthétique. Ce qui est beau, c'est ce qui nous émeut. » M. de Gourmont se trompe. Ceux qui tentent

d'intéresser le peuple à la beauté des choses et des idées ne se proposent point de « généraliser des opinions », d'« enseigner des admirations » — mais d'élever. Et cela importe à tous les hommes, même à M. de Gourmont, aristocrate solitaire et dédaigneux. Quoi qu'il fasse, dans des conditions exceptionnelles, il ne peut s'isoler entièrement du monde social. Il fait des livres intéressants. Il lui faut des imprimeurs et des lecteurs. J'imagine qu'il aimerait que ses livres fussent mieux imprimés qu'ils ne le sont, — et cela dépend de l'instruction des typographes, de l'art des fondeurs, du goût des metteurs en pages. Il importe donc à M. de Gourmont, dans une certaine mesure, de « généraliser ses opinions » pour avoir des lecteurs et d'« enseigner ses admirations » pour que ses livres soient mieux imprimés. Il n'y a pas d'absolu esthétique, je le sais; mais par cela même que nous reconnaissons une esthétique, à un moment donné, dans un milieu donné, nous lui prêtons en pratique la valeur d'un absolu. Et ainsi de toutes les idées que de Gourmont s'efforce de dissocier. La vie emporte la logique. On joue agréablement avec les mots, non avec les réalités sociales. Dans ce drame, tout est sérieux.

« Loin que tout puisse être avec fruit enseigné à tous, dit l'auteur, il semble bien qu'une intelligence donnée ne peut recevoir, sans danger pour sa contexture même, que les genres de notions qui y pénètrent sans effort. » Rassurons-le donc sur l'objet de « l'instruction intégrale » : on ne prétend point enseigner la biologie générale aux idiots. Qu'est-ce que l'université populaire ? — L'éducation libre; et non pas, comme le suppose M. de Gourmont, une ridicule tentative d'instruction égale et uniforme. A l'université populaire, il n'y a pas de plan, pas d'examen; chacun vient y chercher ce qu'il peut et ce qu'il veut, et ne laisse pénétrer que ce qu'il assimile sans fatigue, recevant ainsi, vraiment, l'enseignement qui « est compatible avec la morphologie inconnue du cerveau ». Nous savons fort bien que « l'instruction sans la vie est stérile et fausse », et c'est précisément pour cela que les U. P. ont été créées. Il serait vain de chercher à faire pénétrer la vie là où, présentement, est l'instruction, nous tâchons donc de faire

pénétrer l'instruction là où est la vie, l'action, — dans le peuple.

M. de Gourmont semble n'être apte qu'à manier des abstractions mortes. Il n'arrive pas à saisir les réalités sociales, à reconnaître leurs nécessaires répercussions. Ainsi, pour lui, l'université populaire substitue simplement l'ivresse intellectuelle à celle de l'alcool et complique la fatigue musculaire par la fatigue cérébrale. Au reste, il croit qu'on y prêche. « C'est avec l'instruction, invention très vieille, que le clergé a dominé le monde ; et c'est avec l'instruction encore que les sermons laïques prétendent bien rogner les dernières griffes de l'instinct vital. » Ainsi « l'instinct vital » est sacré qui abrute le travailleur sous toutes les exploitations et ne lui laisse d'autre joie que l'alcool assassin de la race.

Qu'on ne juge point ce livre là-dessus. Si M. de Gourmont n'a aucun sens du temps où nous vivons, de ce qu'est le peuple et de ce qu'il prépare, par ailleurs, là où il ne faut que de l'érudition, de la logique, de l'art, c'est un esprit supérieur. Le plus important chapitre, qui a donné son titre à ce recueil, est fort intéressant.

Le chemin de velours, on l'entend bien, c'est la philosophie des Jésuites. Que vaut-elle ?

Le Jésuite est optimiste. Il veut le bonheur, non pas seulement au-delà, mais présentement, ici-bas. Et c'est dans l'obéissance qu'il le trouve.

En effet, si le bonheur est notre but, n'allons pas plus loin. Faisons-nous Jésuites, ou moines. Le bonheur est dans le cloître. Le révolté est un maudit, le génie est un méchant. Le Jésuite est donc, voulant le bonheur, voluptueusement obéissant. Cependant M. de Gourmont fait une critique sévère, juste par certains points, du christianisme, étranger à notre race et dépressif. Je ne puis m'empêcher de penser, pourtant, qu'un Tolstoï, — slave, il est vrai, — y exalte puissamment son génie. Les Jésuites furent un remède latin à ce christianisme, envahissant de plus en plus le catholicisme païen pour le décomposer. Mais ils étaient les plus malades eux-mêmes, étant les plus religieux. Malgré tout le « génie psychologique » de Loyola, ils n'aboutissent encore qu'à un christianisme honteux.

Loyola avait compris que « c'est la conscience qui trouble la volonté ». Le remède est donc d'éluder la conscience en substituant à la place de sa volonté propre une volonté extérieure. « Agir et vivre dans le désintéressement de celui qui n'agit pas, c'est peut-être le bonheur parfait. Pour marcher sans glisser sur le chemin de velours, il faut s'être libéré les épaules du fardeau de la volonté. » Comte, chez qui la notion de bonheur se transforme en celle de progrès, dira après Loyola : « La soumission est la base du perfectionnement. »

Ainsi, le christianisme serait une réaction contre « la liberté de vivre, condition essentielle de la liberté de penser ». Malheureusement, les Jésuites sont aussi chrétiens que les Jansénistes, encore que « moins durement et avec plus de lumière ». Mais ces lumières sont dispensées par les casuistes : « Si c'est Escobar lui-même qui défend la liberté de la vie, nous ne rirons plus d'Escobar. »

Nous voyons le P. Pierre Alagon, dans son *Abrégé de la Somme de saint Thomas*, se révéler comme un précurseur audacieux du président Magnaud : « D. — Est-il permis à quelqu'un de voler, à cause de la nécessité où il se trouve ? — R. — Cela lui est permis, en secret, soit ouvertement s'il n'a pas d'autre moyen de subvenir à son besoin. Ce n'est ni vol, ni rapine, parce qu'alors, selon le droit naturel, toutes choses sont communes. » Et l'on retrouve la même doctrine dans le catéchisme du diocèse de Verdun (1860) de Marotte : « D. — Est-on toujours coupable de vol quand on prend le bien d'autrui ? — R. — Non ; il peut arriver que celui dont on prend le bien n'ait pas le droit de s'y opposer ; ce qui a lieu, par exemple, lorsque celui qui prend le bien d'autrui est dans une nécessité extrême, et qu'il se borne à prendre ce dont il a besoin pour en sortir. » Les Jésuites ont, ainsi, des trésors d'indulgence pour toutes les fautes. Mais, dans la pratique, il ne paraît pas qu'ils en aient été prodiges pour les misérables. Ce que nous savons de leur action politique c'est qu'ils furent durs aux pauvres. Confesseurs, directeurs des riches et des puissants, c'est pour ceux-ci qu'est leur casuistique. Ils ont tracé à l'Humanité un chemin de velours, oui ; mais ils s'en sont établis les gardiens, et n'y

ont passé que ceux qui pouvaient payer le velours. Ce fut heureux, d'ailleurs. Le chemin de velours est aussi le chemin de la mort. Il n'est pas bon pour l'homme que « l'instinct vital » se satisfasse trop facilement.

Dans la dernière partie de ce livre, j'ai retrouvé avec plaisir une lettre que m'adressa M. de Gourmont au sujet de l'idéal prochain.

On lira ce livre, qui est un bon excitant intellectuel.

La Coopération dans la viticulture européenne, par Adrien Berget, 6 fr. 60 (Devos, éd., 49, rue de Béthune, Lille). — Il ne m'est pas possible, et je le regrette, d'analyser ce gros volume nourri de faits et d'idées; mais je veux, à tout le moins, en indiquer l'esprit.

Une révolution agricole se prépare. C'est la coopération rurale. M. Adrien Berget remarque trois causes principales à la crise agricole : « 1° La généralisation de la concurrence au marché mondial; 2° la baisse générale de prix de toutes les denrées agricoles; 3° l'application des découvertes scientifiques et industrielles à l'agriculture ». Le remède est dans l'organisation du travail agricole, c'est-à-dire dans l'association coopérative, dont voici les principaux avantages : « Acquisition des matériaux nécessaires à l'exploitation; généralisation de l'assurance mutuelle; coopération de vente éliminant les intermédiaires parasites; coopération de production, limitée aux industries agricoles connexes de l'exploitation rurale ». Il y a bien quelques petits inconvénients, et M. Berget les énumère impartialement, mais on les écartera facilement. D'ailleurs, les avantages moraux et intellectuels sont considérables : généralisation de l'esprit technique; atténuation de l'individualisme égotiste des paysans; élargissement de leurs idées; moins de routine, plus d'initiative; plus d'attachement au clocher, aux travaux de la terre, moins d'émigrations vers les villes. « Les paysans comme les ouvriers, dit l'auteur, ne peuvent améliorer sérieusement leur condition, ni par la grâce pesante de l'État politicien, ni par la grâce illusoire d'une catastrophe sociale, mais surtout par eux-mêmes, en s'organisant pour s'entraider au lieu de s'isoler par concurrence et jalousie. »

M. Berget examine ensuite avec compétence les appli-

cations de la coopération à la viticulture, qui est l'objet de son livre. Il relève soigneusement ce qui a déjà été fait en ce sens dans les différents pays de l'Europe, et surtout en Allemagne et en Suisse. La France est loin d'être à la tête de ce mouvement d'organisation. Toute cette partie de l'ouvrage est copieusement documentée. Enfin, l'auteur aborde la question si importante du régime coopératif, — les rapports des coopératives rurales et des coopératives urbaines, des coopératives de production et des coopératives de consommation, l'union des coopératives, l'universalisation de la coopération. Et là encore, il y a des vues excellentes.

C'est donc un livre à lire et à garder, non pas seulement pour les viticulteurs et les coopérateurs, mais pour tous ceux qui s'intéressent aux sciences sociales, pour tous ceux qui ont conscience de l'évolution qui entraîne le monde vers une organisation nouvelle des forces économiques.

Appels aux dirigeants, par Léon Tolstoï, trad. par Halpérine-Kaminsky, 3 fr. 50 (Bibliothèque Charpentier, 11, rue de Grenelle). — On a réuni en ce volume les lettres au Tsar, au Saint-Synode, etc., que tous nous avons lues, et quelques-unes qui n'avaient pas encore été traduites en français. C'est Tolstoï en action. Et c'est formidable, cette conscience d'un vieillard mourant qui se dresse devant toutes les puissances concentrées du monde.

Six antans d'ingénuité, poèmes, par Paul d'Orfeuil, 1 fr. (Ed. de la *Revue verlainienne*, 99, avenue La Bourdonnais).

G. DEHERME.



Le Directeur-gérant : G. DEHERME.

La COOPÉRATION des IDÉES

UNIVERSITÉ POPULAIRE (Fondée le 23 Avril 1898)

157, rue du Faubourg Saint-Antoine, 157

OUVERTE TOUS LES JOURS DE 7 A 11 HEURES DU SOIR

Les Cours et Conférences commencent à 8 h. 1/2 du soir

PROGRAMME DU MOIS D'AOUT 1902

Vendredi 1^{er}. — Causerie amicale.

Samedi 2. — M. ALCANTER DE BRAHM, homme de lettres : Le poète P. N. Roinard, et la Mort du Rêve.

Dimanche 3. — Soirée familiale.

Lundi 4. — M. JACQUES BONZON, avocat à la Cour : La nuit du 4 Août (avec projections).

Mardi 5. — M. REICHE : Shakespeare ; *Roméo et Juliette*.

Mercredi 6. — M. WILLIAM HOLT, professeur à l'Association philotechnique : Le service d'eau dans une grande ville.

Jeudi 7. — M. KOWNACKI, professeur à l'Association philotechnique : Les maladies de la mémoire et du langage.

Vendredi 8. — Causerie amicale.

Samedi 9. — M. VICTOR CHARBONNEL, homme de lettres : *Les Discours Civiques*, de Laurent Tailhade.

Dimanche 10. — Soirée artistique, musicale et littéraire.

Lundi 11. — M. DUFRESNE : Les fermentations.

Mardi 12. — Grande Fête internationale. Réception des enfants du *Vooruit* de Gand. (Le programme détaillé sera affiché).

Mercredi 13. — M. le docteur GARRIGUES : Les Avariés. III.

Jeudi 14. — M. LUCIEN LE FOYER, homme de lettres : Réglementation de la prostitution.

Vendredi 15. — Soirée familiale.

Samedi 16. — Réunion de propagande coopérative, avec le concours de M. VIBERT, membre du Comité Central et de l'Union du XIX^e ; DAUDÉ-BANCEL, secrétaire de " l'Office Coopératif " ; G. DEHERME, secrétaire général du Comité Central de " l'Union Coopérative " : 1^o Ce que c'est que la Coopération ; 2^o Ce que doit être un Coopérateur ; 3^o Comment les Sociétés coopératives prospèrent,

comment elles tombent et comment elles se relèvent. (Les Moissonneurs sont particulièrement invités).

Dimanche 17. — Soirée théâtrale.

Lundi 18
Samedi 23

{ Durant cette semaine les conférences seront suspendues pour cause de réfection au du local. La bibliothèque restera ouverte tous les soirs, et la 1^{ère} salle restera à la disposition des camarades pour causeries.

Dimanche 24. — Soirée familiale.

Lundi 25. — M. PAUL BARRÉ, publiciste : L'Afrique Australe. Le Transvaal, etc. (Avec projections).

Mardi 26. — M. DUFRESNE : Causerie sur les insectes

Mercredi 27. — MADAME REICHE : Le sang. (avec projections).

Jendi 28. — M. MAURICE ROUSSELOT : L'Art et l'éducation. II.

Vendredi 29. — Causerie amicale.

Samedi 30. — M. G. COURTY : Evolution des êtres vivants. (Avec projections).

Dimanche 31. — Soirée théâtrale organisée par la *Lyre Sociale* : 1^o *La Femme*, de Grenet-Dancourt, 2^o *Le Portefeuille*, de Mirbeau, etc., etc.

Les Dimanches et fêtes, pour les séances théâtrales et musicales, chaque membre de l'U. P. payera un supplément d'entrée de 0,25 c. pour couvrir les frais.

Cours de Photographie, par M. DUFRESNE.

Cours de Mandoline.

Cours de Graphologie, par M. DELAHAYE.

Cours de Diction, par M. RENÉ ULMANN, membre de la *Société de lecture et de récitation*.

Cours de Déclamation théâtrale, par M. HENRI MARX.

Bibliothèque de Lecture sur place et prêt à domicile.

On reçoit les principales revues. On s'inscrit sans formalités. Cotisation 0 fr. 50 par mois.

LE PALAIS DU PEUPLE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Constituée légalement à Paris le 14 Juin 1900)

Siège social : 157, Faubourg Saint-Antoine

PARIS

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. A. Aulard, professeur à la Faculté des Lettres; Pierre Baudin, ministre des Travaux publics; Henri Bauër, homme de lettres; Ch. Beauquier, député; Henry Bérenger, homme de lettres; Maurice Bouchor, homme de lettres; Emile Boutroux, de l'Institut; Henri Brisson, ancien président de la Chambre, député; Victor Brochard, professeur à la Sorbonne; Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne; Eugène Carrière, artiste peintre; Victor Charbonnel, homme de lettres; Georges Clemenceau, homme de lettres; D^r Delbet, député; Hector Depasse, homme de lettres; Lucien Descaves, homme de lettres; Paul Desjardins, professeur au lycée Michelet; D^r Paul Dubuisson, médecin chef de l'asile Sainte-Anne; Emile Duclaux, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur; A. Espinas, professeur à la Sorbonne; d'Estournelles de Constant, ministre plénipotentiaire, député; Arthur Fontaine, directeur du Travail au ministère du Commerce; Lucien Fontaine, industriel; Marcel Fournier, directeur de la *Revue politique et parlementaire*; Eugène Fournière, député; Anatole France, de l'Académie française; Gustave Geffroy, homme de lettres; Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit; Paul Guieysse, ancien ministre, député; Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires; Etienne Jacquin, conseiller d'Etat, président de la *Ligue de l'Enseignement*; A. Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, vice-président du Conseil supérieur du Travail; Ernest Lavisse, de l'Académie française; Jules Lermina, homme de lettres; Henry Michel, professeur à la Sorbonne; A. Millerand, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes; Gabriel Monod, de l'Institut; Pierre Morel, conseiller municipal; Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique; Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers; Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine; Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne; F. Schrader, géographe; A. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France; Charles Wagner, pasteur; Emile Zola, homme de lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Raphaël Barré; *directeur* : Georges Deherme. — Maxime Adler, Achille Caron, Jules Dupasquier, Auguste Garnery, Léon Letellier, Henry Loyfert, Lucien Samson.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a pour objet la construction, la mise en œuvre du Palais du Peuple, à Paris, et la création d'établissements analogues en province.

ART. 4. — La Société prend la dénomination de : *LE PALAIS DU PEUPLE, Société anonyme à capital variable*.

ART. 6. — Le capital social est variable. Il est formé d'actions de cinquante francs.

ART. 8. — Les actions sont payables **cinq francs** en souscrivant et le solde suivant décision du Conseil d'administration.

Les actions peuvent être libérées par anticipation.

Envoi franco des statuts et de la notice explicative à toute personne qui en fera la demande au Siège social, 157, faubourg Saint-Antoine.

ANNONCES,
la ligne : 1 fr.

«BOUCHONS-TORRENT»
 Gratis Catalogue illustré
 Écrire à M. TORRENT, BOULOU (Pyr.-Or.) France.

En vente à la « Coopération des Idées »

Un Pessimiste français, par G. Deherme.	0 25	0 30
Tolstoï, par Suarès.	1 »	1 15
Education et Révolution, par Gabriel Séailles	0 05	0 40
Le Palais du Peuple, par Gabriel Séailles.	0 10	0 45
L'Enseignement primaire congréganiste, par Maurice Level	0 20	0 25
Lettres d'un répétiteur en congé, par Brenn.	0 60	0 70
Jules Lagneau (avec portrait)	0 50	0 60
Le Coopératisme (illustré), par A.-D. Bancel, broché.	1 50	1 70
La Coopération des Idées. — Une tentative d'éducation et d'organisation populaires, par G. Deherme	0 50	0 55
L'Éducation des Celtes, par Emile Duclaux	0 20	0 25
De la Tolérance dans les U. P., par Lucien Le Foyer	0 10	0 45
Les Règles de l'Honneur Discussion selon Pascal, par Paul Desjardin	0 60	0 70
Almanach de la Coopération	0 40	0 50
Les Jésuites, par Paul-Armand Hirsch.	0 30	0 40

Nota. — La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés, SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

Coopérative vinicole générale

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M^e Brulle
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,
Chassagne, Montrachet et Cognac

Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux
Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

Le Courrier de la Presse

21, boulevard Montmartre, 21

PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000
journaux par jour

La COOPÉRATION des IDÉES

Revue mensuelle
de Sociologie positive

(1896-1897-1898)

Un fort volume de 530 pages, relié
toile 10 fr. — France : 11 francs.

(1899-1900)

Relié toile : 5 fr. — Franco 5 fr. 50.
— Non relié : 4 fr. — Franco : 4 fr. 50.

(1900-1901)

La Coopération des Idées, journal
hebdomadaire d'action et d'éducation
sociale (63 numéros). — 3 francs. —
Franco : 3 fr. 50.

(1901-1902)

La Coopération des Idées, revue
mensuelle d'éducation sociale (12 nu-
méros, 400 pages). Non relié : 3 fr. —
Franco : 3 fr. 50.